

Projet Intégré de Croissance Agricole dans la Région des Grands Lacs

ECHOS DU PICAGL

Edition de Juin 2021

Bulletin d'information mensuelle des activités du Projet Intégré de Croissance Agricole dans la Région des Grands Lacs

Retombée de la mission conjointe de supervision du PICAGL

CAP VERS LA PROLONGATION, MAIS ENCORE DES ARBITRAGES ...



Photos de famille des membres de la mission de supervision avec les autorités provinciales à Bukavu (gauche) et à Kalemie (droite)

Le Gouvernement congolais et la Banque mondiale ont procédé, du 17 au 28 juin 2021, à la revue de l'état d'avancement global du Projet Intégré de Croissance Agricole dans les Grands Lacs (PICAGL), dans le cadre d'une mission de supervision dans les provinces du Sud-Kivu et du Tanganyika, zone d'intervention de ce Projet régional en RDC.

De manière spécifique, la mission a examiné en détail la mise en œuvre de chaque composante et activité du projet et entrepris le suivi du décaissement.

La gestion du projet a été aussi passée aux peignes fins, notamment les questions fiduciaires et de sauvegardes environnementales et sociales ainsi que celles liées au suivi et à l'évaluation du projet.

Briefing de démarrage et réunions de restitution à la clôture de la mission avec les autorités politico-administratives au plus haut niveau des provinces, passage en revue du niveau de l'état de mise en œuvre des activités du projet avec les équipes des UPEP et les Opérateurs d'exécution, échanges approfondis en aparté, écoute des différents partenaires et bénéficiaires directs et indirects du projet, visite de terrain dans le but d'évaluer physiquement les réalisations, échanges à bâton rompu avec la société civile et les groupes des jeunes, la mission conjointe s'est donnée tous les moyens utiles pour évaluer le travail abattu par les équipes du projet, prendre connaissance des réalisations et ajuster les activités sur la base des contraintes rencontrées.

A en croire la Coordinatrice provinciale du PICAGL Tanganyika, Mme Brigitte

KAPINGA SAUDA " en résumé, la Banque mondiale et le gouvernement congolais sont très satisfaits parce que, selon les indicateurs du projet, nous sommes arrivés à plus de 70% des réalisations et pourtant nous ne sommes qu'à la 3e année de la mise en œuvre. Donc, les impressions sont très bonnes ... Je me sens heureuse parce que c'est un pari gagné. D'aucuns pensaient que le PICAGL était en train de s'amuser alors que nous ne suivions que ce qui avait été prévu dans les documents du projet. Et le bailleur de fonds ainsi que le gouvernement national qui étaient de la délégation sont tous satisfaits de ce qu'ils ont vu et entendu... ».

Ce même satisfecit a été exprimé par son collègue du Sud-Kivu, Monsieur Damas Bulubulu, pour qui les dénis des pourfendeurs du projet n'évaluent aucunement les réalisations assez vérifiables et visibles sur l'ensemble de sa zone d'intervention.

Des chiffres en progression

En effet, il ressort des différentes présentations des équipes du projet, des experts des UPEP et ceux des Partenaires d'exécution du PICAGL que, les principaux indicateurs de performance du projet sont au vert.

Au Sud-Kivu, sur les 120 000 bénéficiaires directs du projet ciblés, 111 191 sont déjà atteints au 31 mai 2021, soit 92,6%.

En ce qui concerne « l'augmentation de la productivité des chaînes de valeur sélectionnées appuyées par le projet », le riz est passé de 2,5 t/ha à 4,6 t pour une cible 6t/ha, soit 76,66%, le manioc est passé de 8 t/ha à 25,8 alors que la cible était 14 t/ha, soit 184,28%, le lait est passé de 500l/PL à 810 l/PL pour une cible de 650l, soit 125%, le maïs bio-fortifié est passé de 1t/ha à 3,5t avec comme cible 4t/ha, soit 87,5%, le haricot bio-fortifié est passé de 0,6t/ha à 0,8t avec comme cible 1,2 t/ha, soit 66,7%.

Dans le développement des chaînes de valeurs agricoles, un autre indicateur est le nombre des « bénéficiaires ayant adopté une technologie agricole promue par le projet », avec une cible de 60 000, l'UPEP avait atteint 54 000 bénéficiaires au 31 mai 2021 soit 90%.

Pour ceux des « bénéficiaires disposant d'une unité de transformation/prestations agricoles et ayant adopté une technologie promue par le projet », le Sud-Kivu est parti de 0 à 332 bénéficiaires. Il dénombre aussi 151 agri-multiplicateurs de manioc et de riz.



Au Tanganyika, sur les 80 000 bénéficiaires directs du projet ciblés, 43 706 sont déjà atteints au 15 juin 2021, soit 54,63 %. En ce qui concerne « l'augmentation de la productivité des chaînes de valeur sélectionnées appuyées par le projet », le riz est passé à 7 t pour une cible 6t/ha, soit 116,67%, le manioc à 25t alors que la cible était 14 t/ha, soit 178,57%, le lait est passé à 810 l/PL pour une cible de 650l, soit 124%.

Dans le développement des chaînes de valeurs agricoles, un autre indicateur est le nombre des « bénéficiaires ayant adopté une technologie agricole promue par le projet », avec une cible de 35 000, l'UPEP n'a atteint que 9 219 bénéficiaires au 15 juin 2021 soit 26, 34%.

Les deux provinces n'ont pas progressé sur les « superficies équipées en systèmes d'irrigation et de drainage » : 0,00% de 2400 hectares attendus au Sud-Kivu et 0,00% de 1260 hectares attendus au Tanganyika.

L'autre indicateur au rouge est celui du nombre de km des « routes réhabilitées » : au Sud-Kivu, 134,4 km ont été réhabilités sur 324 prévus soit 41 % et, au Tanganyika, 34,1 km soit 15%, ont été réhabilités sur les 216 prévus.

Il faut noter l'amélioration des conditions de travail des services étatiques et des ministères provinciaux de l'Agriculture avec la construction ou réhabilitation des bureaux (2 au Sud-Kivu et 4 au Tanganyika), les équipements et la mise à leur disposition des moyens de mobilité leurs missions de contrôle et de suivi.

A 26 mois d'effectivité des activités du PICAGL au Sud Kivu, le niveau moyen de réalisations physiques et financières des contrats de partenaires sont respectivement de **69,00%** et **45,43%** et, ... pour le Tanganyika

Fluidifier le processus pour mieux avancer

Commentant les résultats du projet avec les gouverneurs de province du Sud-Kivu et du Tanganyika, au terme de leur séjour de travail, le Chef de mission de la délégation de la Banque mondiale, l'Economiste agricole principal Cheikh Dia a soutenu que les résultats dont il est question ici sont des résultats tangibles et on ne peut plus rassurants en ceci qu'ils s'inscrivent dans le critère des progrès réalisés.

Page 2

« Au niveau de la Banque mondiale, un projet ne peut pas être prolongé s'il n'est pas performant ».

En comparant les résultats ci-dessus à ceux de la revue à Mi-Parcours qui a eu lieu du 28 octobre au 06 novembre 2020, il y a lieu de constater que « le projet ne performait pas beaucoup ». C'était 6 mois après le déclenchement de la COVID.

Les résultats au 15 juin 2021 « sont encore plus visibles lorsqu'on est devant les vaches, les infrastructures, les équipements, surtout devant les gens bénéficiaires... Tout ce que nous on a vu, nous rassure même si ce n'est pas suffisant », a précisé l'Expert de la Banque mondiale, à la lumière même de la mesure des résultats tels que présentés.

Certains indicateurs ne sont pas loin de la cible, et d'autres sont très loin. Prenant l'exemple des aménagements hydroagricoles, monsieur Cheikh a rappelé l'importance de comprendre pourquoi ça n'a pas marché, alors que l'idée de le faire, découle de la préparation du projet.

La raison majeure pour laquelle ces aménagements n'ont pas « été faits est qu'on n'a pas su comment compenser les agriculteurs qui allaient perdre des ressources au moment des travaux ».

Pour remédier à cette situation, une alternative serait « les aménagements communautaires.

C'est-à-dire que c'est des ouvrages qui ne sont pas forcément cimentés et que les ayants-droits ont décidé de renoncer à leurs coûts d'opportunité, c'est-à-dire à la compensation ». Cheikh Dia a relevé que le projet a connu beaucoup de ces « blocages, qui peuvent être des imprévus ou des problèmes de communication ».

Mais la Banque et le PICAGL ont décidé de scruter ces difficultés-là pour justement fluidifier le processus afin que les choses avancent. « Nous avons fixé ce qu'il faut faire et nous avons fixé des deadlines pour savoir quand ça doit être fait ».

Bien préparer les arbitrages...

« Nous avons été très sensibles aux doléances et mieux aux recommandations qui ont été faites pour prolonger le projet ou étendre le projet à d'autres territoires. Donc vous verrez même qu'il y a trois

types de demandes : la prolongation des activités du projet dans l'ensemble. Il y a des opérateurs du projet qui demandent aussi la prolongation de leurs contrats.

Et puis, il y a la demande exprimée par vous-mêmes et d'autres communautés sur l'extension du projet dans d'autres zones ou territoires », c'est en ces termes que M. Dia a résumé les attentes de tous leurs interlocuteurs pendant cette mission.

Pour que cela se fasse, il faut par exemple que les opérateurs finissent leurs réflexions en ce qui concerne les coûts, les diligences qu'il faut pour que leurs prolongations soient validées et les résultats chiffrés auxquels ils vont arriver.

Tout ceci demande encore des arbitrages. Et pour que ces arbitrages soient possibles, il faut qu'un travail de fond soit fait entre les opérateurs et l'Unité Nationale de Coordination du Projet (UNCP), avec les UPEP et les ministres provinciaux de l'agriculture « Nous leur avons suggéré que les gens mettent ce qu'ils considèrent utile ainsi que les conditions pour que ça se réalise !

Les conditions c'est les coûts, les calendriers, la passation des marchés, la maîtrise des risques à travers les diligences environnementales et sociales et tout ce qui est mesures de sauvegarde ».

Le Projet Intégré de Croissance Agricole dans les Grands Lacs (PICAGL) fonctionne depuis bientôt trois ans. Des ressources ont été consommées.

Tout ce qui sera proposé dans le cadre de la prolongation sera analysé en fonction des ressources disponibles.

Comme les arbitrages vont commencer après le 15 juillet 2021 pour savoir ce que l'on retient ou pas, M. Patience Mpanzu, de la délégation a, quant à lui, insisté sur la procédure à suivre pour déclencher le processus de prolongation: « tout ce travail-là doit aboutir par une requête officielle du ministre de Finances que normalement nous attendons depuis l'année passée, après mission de la Revue à Mi-Parcours.

La banque mondiale ne peut agir que lorsqu'elle est saisie. Comme souhaité, si on a cette requête officielle au 15 juillet les choses avanceraient vite pour commencer les négociations avec l'équipe du gouvernement ».



En Supervision au Sud-Kivu du jeudi 18 à lundi 23 Juin 2021

LA BANQUE MONDIALE ET LE GOUVERNEMENT CONGOLAIS SE SONT IMPREGNES DES REALISATIONS DU PICAGL



Vue du déroulement des réunions d'échanges avec les parties prenantes à Bukavu au Sud Kivu

Une mission de haut niveau composée des représentants du gouvernement de la RDC et de la Banque mondiale a séjourné à Bukavu du jeudi 18 à lundi 23 Juin 2021, dans le cadre de la mission de supervision du Projet Intégré de Croissance Agricole dans les Grands Lacs (PICAGL) pour la période du 17 au 27 juin 2021 dans les provinces du Sud-Kivu et du Tanganyika. A son arrivée à Bukavu, cette mission a échangé avec les autorités locales, les partenaires de mise en œuvre, les services étatiques, la société civile ainsi que les bénéficiaires, avant de se projeter sur le terrain pour palper du doigt les avancées enregistrées à ces jours dans la mise en œuvre du projet.

Les représentants du gouvernement de la RDC et de la Banque mondiale se sont imprégnés de réalisations sur le terrain du projet intégré de croissance agricole dans le grand-lacs, PICAGL plus de deux ans après son lancement en province du Sud-Kivu.

De Katana, jusqu'à Kalambo dans le territoire de Kabare, l'une de zone d'intervention, la délégation a visité quelques champs des de production de manioc appartenant aux ménages bénéficiaires, les champs de multiplications des semences des maniocs, des champs fourragers, des laboratoires du CRSN-Lwiro et de l'INERA Mulungu en pleine réhabilitation grâce à PICAGL ainsi que la provenderie et l'écloserie de Kashusha, mises en place par le projet pour la production locale d'alevins et aliments pour poissons.

Au niveau de Mwanda à Katana par exemple, l'organisation Paix, Environnement et Développement Durable PAXE/PEDD a présenté à ses hôtes le projet qui vise à contribuer à l'amélioration de la santé des bétails et l'augmentation du lait dans la zone du projet et en province en général à travers la légumineuse Mukuna et la graminée Bracharia.



Les membres de la délégation en visite dans un centre de transformation de manioc en territoire de Kabare

de PAXE/PEDD, le professeur Balezi Zihahirwa a rassuré qu'il y aura vulgarisation de ce projet pour une appréciation de la population bénéficiaire afin de lutter contre les conflits récurrents entre agriculteurs et éleveurs.

Au Centre de Recherche en Sciences Naturelle de Lwiro, le Directeur scientifique, Kizungu Robert a salué la réhabilitation par PICAGL d'une des laboratoires de ce centre de recherches, qui selon lui va relancer les activités dans sa structure.

L'unité de transformation du lait Bio-Kivu de Kashusha et les laboratoires de traitement des aflatoxines, de production rapide des plantules de manioc et de tissu culture à Kalambo ont été également visité par cette délégation.

Au Sud-Kivu comme au Tanganyika, la délégation de la banque mondiale et du gouvernement central se sont entretenus avec les autorités provinciales pour comprendre l'évolution des réalisations du Projet Intégré pour la Croissance Agricole dans la région des Grands-Lacs.



Au Tanganyika LE GOUVERNEMENT CONGOLAIS ET LA BANQUE MONDIALE ONT EVALUE LES ACTIVITES DU PICAGL

Une importante délégation de la Mission-Conjointe Gouvernement-Banque Mondiale était à Kalemie du 25 au 28 juin 2021 pour évaluer la mise en œuvre des activités du PICAGL depuis son lancement jusqu'à l'état actuel, afin des formuler les recommandations nécessaires pour la poursuite des activités avant la clôture du Projet prévue pour le 31 décembre 2021.



L'équipe de la Banque Mondiale, l'équipe du Projet et le Minagripel autour du Gouverneur de la Province du Tanganyika

L'équipe de la mission a démarré ses activités à Kalemie par le gouvernement du Tanganyika où elle a été reçue par le Gouverneur SAMBA KAYABALA MONI pour expliquer le but de la mission.

Ensuite l'autorité provinciale et ses hôtes se sont rendus à la mi-foire agricole organisée par le PICAGL dans l'enceinte des Inspections Provinciales de l'Agriculture et du Développement Rural où les différents partenaires d'exécution du Projet (IITA, RIKOLTO, VSF-B, UNOPS, FAO) avaient exposé les produits selon les différentes filières développées par le projet (Manioc, Riz, Elevage laitier, Pêche et aquaculture) ainsi que les réalisations dans le volet infrastructures. La deuxième journée a été consacrée à la visite de terrain en compagnie du Ministre Provinciale de l'Agriculture, Pêche, Elevage, Développement Rural et Environnement, le Prof. Jules LWAMBA

BALIMWACHA et le Ministre près le Gouverneur, Monsieur Jean Pierre KITWANGA.

Sur place les avancées réalisées par le projet n'ont pas laissé indifférente la délégation qui n'a pas caché sa satisfaction après avoir visité le Centre Communautaire de Transformation de Manioc (CCTMa) de BioKaba à Tabacongo déjà opérationnel, la route Tabacongo-Kabembe-Kalenga entièrement réhabilitée, un champ de manioc de 5ha des Peuples Autochtones accompagnés par le projet, un entrepôt de manioc d'un producteur subventionné par le PICAGL, un kraal de bovins de race Frissonne à grande production laitière, quelques entrepôts, CCTRiz et mini laiteries en construction, ainsi que le laboratoire moderne du SENASEM à Emilingombe.

Au cours de la 3^e journée, l'équipe conjointe de la mission a passé au peigne fin les réalisations de chaque partenaire

d'exécution afin d'évaluer le taux d'exécution financière ainsi que les performances de chacun, et projeter les actions à mener. Les différentes couches sociales de la population du Tanganyika et la Société civile locale ont également rencontré la délégation à qui elles ont fait part de leurs doléances notamment celle de voir la prolongation de PICAGL au-delà du 31 décembre 2021.

D'autres ont aussi demandé l'extension de la zone d'intervention du projet aux autres territoires de la province et que d'autres filières telles le maïs et les haricots soient ajoutées à celles déjà développées par le PICAGL.

Ce plaidoyer a également relayée par le gouverneur du Tanganyika. A toutes ces préoccupations, les délégués de la Banque Mondiale qui est le principal bailleur de fonds du PICAGL a promis de s'y pencher et que les conclusions seront connues dans un avenir proche.

Mais dans l'ensemble l'équipe de la Banque Mondiale s'est dite très satisfaite des avancées enregistrées par le Projet intégrée de Croissance Agricole dans les Grands Lacs au Tanganyika.

Pour rappel, C'est depuis 2016 que l'accord de financement du PICAGL a été signé entre le Gouvernement de la RDC et la Banque Mondiale pour la mise œuvre du projet pour une période de 5 ans. Mais sur terrain c'est en 2018 que les activités du projet ont réellement commencé. Il faut aussi relever que cette mission de supervision est celle de tous les enjeux pour le projet ainsi que pour la population du Tanganyika car ses conclusions sont déterminantes pour l'arrêt ou la poursuite des activités du projet.



Le Gouverneur, le 1^{er} Vice-président de l'Assemblée Provinciale, Le Minagripel et la Banque Mondiale au stand d'exposition de VSF-B à la mini-foire



Grâce à l'appui du PICAGL aux coopératives agricoles du Sud Kivu
**UN PREMIER LOT DE 20 TONNES DE RIZ DE TABLE LABELISE « NYANGE - NYANGE »
LANCE SUR LE MARCHÉ DE BUKAKU**



Le Ministre Provincial de l'Agriculture M AMANI procédant au lancement de la commer-

Le projet Intégré de croissance Agricole dans les grands lacs, PICAGL et son partenaire de mise en œuvre RIKOLTO ont procédé au lancement officiel de la commercialisation du riz produit au Kivu et labelisé « Nyange-Nyange ». La cérémonie marquant le lancement de ce riz a été organisée en date du 29 juin 2021 au CHAPITEAU de labotte dans la ville de Bukavu au du Sud-Kivu.

Ce riz est le fruit du travail des coopératives rizicoles de Nyangezi, territoire de Walungu, de la plaine de Ruzizi à Uvira et dans le bassin côtier de Fizi, bénéficiaires du projet PICAGL sous le financement de la Banque mondiale dans le but d'améliorer la productivité agricole au Sud-Kivu et au Tanganyika.

Pour la mise sur le marché, les coopératives ont mis à la disposition des consommateurs 20 tonnes de riz produit localement.

Une action qui marque un pas de plus dans l'atteinte des objectifs du projet, à en croire, le coordonnateur provincial du PICAGL, Jean Damas BULUBULU.

Le Directeur développement des programmes et mobilisation des ressources chez RIKOLTO Ivan Godfroid, a associé le label Nyange-Nyange à la qualité du riz produit

Il a appelé à la consommation en masse de ce produit car les riziculteurs ont la capacité de produire une quantité suffisante qui devrait être accompagné de la fidélité des consommateurs de la ville de Bukavu et d'ailleurs.

Une femme consommatrice présente à l'activité, n'a pas caché sa joie de pouvoir acheter et par la suite manger un riz produit localement.



Vue du Coordonnateur Provincial du PICAGL S-K procédant à l'achat symbolique de riz du kivu

Kindja MUZUSANGABO Sergette encourage cette action car, pour elle, les producteurs se heurtent à plusieurs difficultés pour acheminer les produits agricoles vers les lieux de consommation.

Tout en plaidant pour un prix abordable pour toutes les couches de la population, Mme Kindja exhorte les habitants de Bukavu à s'approprier cette action pour décourager l'importation du Riz et consommer local.

Représentant le gouvernement provincial à cette cérémonie, le Ministre Marcellin

Amani BAHAYA pense que la production et commercialisation de ce riz limiteront l'importation de celui de mauvaise qualité sur le marché, mais aussi la province aura une autonomie alimentaire.

Le ministre provincial de tutelle a rassuré que désormais grâce au PICAGL les coopératives agricoles se développent sur le plan socioéconomique et un travail de fond est au rendez-vous pour garder le gap de la production du Riz Nyange-Nyange en province et son extension dans d'autres provinces à la longue.

A part les lieux de commercialisation dans les milieux de production, quatre points de vente sont fonctionnels dans la ville de Bukavu pour la commercialisation de cette denrée alimentaire à savoir le bureau de **vendis, Sharcom, Starco et Exodus.**





Mise en œuvre de la chaîne de valeur Pêche et Aquaculture dans les provinces du Sud-Kivu et du Tanganyika FOCUS SUR UNE UNION DES PECHERS PRATIQUANT L'ELEVAGE DES POISSONS EN CAGE IMMERGEE DANS LE LAC KIVU

Le Projet Intégré de Croissance Agricole dans les Grands lacs, PICAGL, a signé avec la FAO, un accord d'assistance technique pour la mise en œuvre de la chaîne de valeur Pêche et Aquaculture dans les provinces du Sud-Kivu et du Tanganyika.

A travers ce contrat, la FAO fournit une assistance technique pour préparer des interventions stratégiques visant à réduire des pertes après capture et à promouvoir l'aquaculture, la cogestion et la surveillance communautaire des frayères.

Elle mène des études spécialisées hydro biologiques et nutritionnelles avec la collaboration des services spécialisés étatiques et privés.



Le Comité de gestion de l'Union pour le Développement des Pêcheurs des Tilapias au Kivu, (UDPTK/HONGA) et l'équipe PICAGL

A ce jour, outre l'identification des bénéficiaires directs du projet, la construction d'une éclosérie et de deux provenderies pour la production d'aliments pour poisson, l'identification des principaux Centres d'alevinage et leurs gestionnaires, le plan de réponse de la FAO prévoit entre autre aussi l'identification des cinq (5) zones de frayères dans le corridor de Uvira et Fizi, l'appui en intrants et petits outillages de terrassement et aménagement piscicole et l'appui de l'élevage du poisson en cage sur le lac Kivu et Tanganyika.

Au Sud-Kivu, l'Union pour le Développement des Pêcheurs des Tilapias au Kivu, (UDPTK/HONGA) a été sélectionné par la FAO comme gestionnaire de l'éclosérie et de la provenderie et comme bénéficiaire principal des principaux appuis du projet que ce soit en termes de technologies innovantes ou encore d'accès aux sous-projets à couts partagés.

Nous sommes allés à la rencontre de cette organisation qui a été la première à introduire l'élevage du poisson en cage sur le lac Kivu et qui traîne derrière elle près 25 ans de travail acharné dans la pêche et l'aquaculture.

Joachim Kuzimbila, Consultant en Aquaculture à la FAO, affecté à Bukavu pour spécialement les activités du PICAGL nous explique ici l'étendue de cet appui : « à notre arrivée ici, l'aquaculture était déjà une activité très dynamique et en pleine expansion malgré quelques retards et déficiences par rapport à ce qui se passe dans les pays voisins de la RDC.

Avec la FAO on a décidé de les appuyer avec des formations ad hoc. Nous sommes aussi en train d'appuyer la construction d'une éclosérie parce que tous les alevins qui sont ici, ont été importés du Rwanda.

Et quand ça arrive ici, c'est à un coût élevé. Si eux-mêmes commencent à les produire, cela va jouer sur le coût et aussi sur la rentabilité.

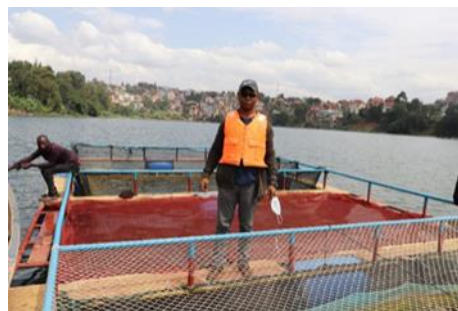
De même, nous sommes en train de mettre en place deux provenderies, une à Kashusha et une autre à Kamanyola pour disponibiliser l'aliment de qualité et à bon prix. »

La FAO est donc focalisée sur cette activité qui est une chaîne de valeur très dynamique et ambitionne la baisse de l'importation du poisson à Bukavu grâce au poisson produit localement et à un prix accessible.

L'aquaculture va permettre aux membres de cette structure à se stabiliser eux-mêmes aussi et de travailler en contact avec d'autres plateformes qui interviennent dans le secteur pour des acquisitions en matériels. Pour la FAO, l'appui en matériels le plus significatifs, c'est d'abord l'éclosérie.

« C'est eux les bénéficiaires, ils vont la gérer. La maison est presque finie, il y a des matériels d'une valeur de 100 000\$ que la FAO a commandé à partir de la Hollande, qui arrivent ».

« Nous fabriquons nous-mêmes les cages que nous utilisons ici... »



Vue d'une cage sur le Lac Kivu à Bukavu

Monsieur Justin Mugabo Buhendwa est le Directeur de programme au sein de l'organisation Union pour le Développement des Pêcheurs des Tilapias au Kivu, (UDPTK/HONGA). Il raconte que son organisation a plus de 25 ans sur le lac Kivu.

Ses 40 pêcheurs ont commencé par la pêche à la ligne et la pêche à la nasse avant de se rendre compte que ce n'était pas assez rentable. L'abondance des poissons venus d'ailleurs a poussé son organisation à visiter d'autres fermes piscicoles à l'extérieur du pays. « Nous nous sommes rendu compte que les autres font l'aquaculture, notamment l'élevage des poissons dans des cages flottantes ». Après quelques formations en Tanzanie, en Ouganda et au Rwanda, des contacts ont été pris avec le ministère et les divisions provinciales pour obtenir des autorisations d'installer les cages sur le lac Kivu.



« Comme vous l'avez remarqué à votre arrivée, nous fabriquons nous-mêmes les cages que nous utilisons ici, on ne les importe pas. Dans le volet aquaculture nous sommes à la sixième année. Donc, PICAGL est venu nous trouver en pleine activité.

Avec l'arrivée de la FAO, nous avons eu un plus en ce qui concerne le renforcement des capacités, les appuis techniques, et les matériels que nous avons reçus », se réjouit Justin Mugabo qui pense que la plus-value des formations avec la FAO c'est notamment des fiches techniques mises à leur disposition pour l'alimentation des poissons, pour le calcul des biomasses, ainsi que la quantité des aliments à donner aux poissons...

« L'autre appui et pas le moindre c'est l'écloserie de Kashusha qui va beaucoup nous aider. Si la FAO s'y est impliqué dans cette chaîne de valeur, c'est parce qu'on éprouvait beaucoup de difficultés pour avoir les aliments et les alevins qu'il nous fallait toujours aller chercher à l'extérieur du pays. Pour avoir 100 000 alevins, il faut passer une commande qui peut faire deux ou trois ans. L'avantage avec la FAO est qu'on est en train de voir comme relever ces défis-là en les produisant localement! »

Les mareyeuses, un maillon important pour l'évacuation des poissons



M. Joachim Kuzimbila Consultant en Aquaculture de la FAO nous parle du rôle des mareyeuses

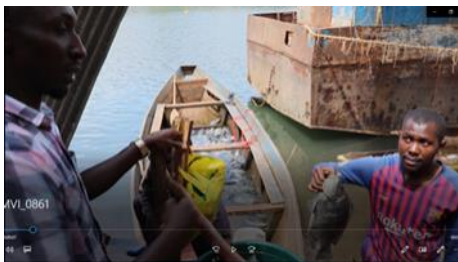
Aujourd'hui les membres de l'UDPTK/HONGA se distribuent des tâches, il y en a qui pêchent la journée et d'autres la nuit, il y en a qui font la sécurité et le gardiennage.

A côté d'eux, on compte un bon nombre des femmes. Elles viennent acheter du poisson à maturité. « Ce sont des femmes qui viennent s'approvisionner ici en poissons pour aller vendre. Elles aussi, nous les avons structurées en petits groupes. Parfois nous leur accordons des petits crédits. D'autres viennent prendre les poissons à crédit, elles vont vendre pour reverser l'argent le soir ».

Pour renchérir, le Consultant en Aquaculture de la FAO, indique que c'est plus les dames qui s'occupent de l'évacuation des produits de la pêche et de l'aquaculture.

« Nous avons confié à l'UDPTK/HONGA la responsabilité de les organiser pour nous permettre de leur apporter des petits appuis pour améliorer la commercialisation y compris leurs installations au niveau de la cité, parce qu'on ne veut pas les voir vendre à même le sol.

Dans certains sous projets à coûts partagés, les mareyeuses ont exprimé le besoin



Un tilapia à 8,5 mois d'élevage en cage, pèse 1, 780kg

en congélateurs, balances, emballages et stands bien construits et aménagés, pour vendre des produits de manières présentables », a insisté M. Joachim Kuzimbila, persuadé qu'il s'agit là d'un maillon très important de la chaîne qui ne doit pas être négligé.

En attente des sous-projets

Actuellement, cette organisation a déjà installé 27 cages sur le lac et travaille à construire 25 autres sur sa barge. Avec la FAO, son comité a élaboré des sous projets à coûts partagés qu'ils ont soumis au PICAGL depuis plus d'une année, pour accroître leur capacité de production et leur rendement.

« Le nombre des cages que nous avons et le poisson que nous produisons n'arrivent pas à satisfaire la demande. Si nous sommes financés via les sous projets et que l'on construit 20 ou 30 autres cages, on pourra rencontrer la demande et tout le monde saura qu'à HONGA à l'UDPTK, il y a des hommes qui travaillent. Dans le cadre des sous projets nous attendons d'autres cages, les filets, les aliments, les équipements- vous avez vu dans quelles conditions nous sommes en train de pêcher... et il y a aussi des pirogues motorisées ».

Une ménagère de Bukavu, acheteuse des poissons de l'UDPTK soutient que cette activité est vraisemblablement une alternative aux produits surgelés longtemps conservés, d'origine douteuse, et nocifs pour la santé.

« Nous venons ici pour faire la provision pour nos ménages. Quand on vient acheter le bon poisson, on sait que l'on protège même la famille, les enfants et tous ceux qui vivent avec nous. Tout ce que nous on veut est qu'on puisse agrandir cette histoire parce que lorsqu'on vient ici 100 ou 200 femmes à la fois, il arrive qu'il ne reste plus des poissons.

S'il y a moyen, que le gouvernement puisse financer ces gens pour que ça aide la population. Il faut aussi aménager de l'espace où les poissons pêchés ici peuvent être mis et nous les acheteurs on peut aller les trouver là-bas sans venir nous précipiter ici au bord du lac », a-t-elle martelé.



ECHOS DU PICAGL

Unité Nationale de Coordination de Projet (UNCP)

Crois du Bvd du 30 Juin et avenue Batetela (Cfr Secrétariat Général à l'Agriculture) Kinshasa/Gombe

Tél : (+243) 81 81 37 923

Editeur- Directeur de Publication: Alfred KIBANGULA ASOYO

Secrétaire de rédaction : Dominique Roger KADIMAMUYA

Redaction:

Sara Amina PANGASUDI

(IUEP Tanganyika),

Bob Van Romarique KATAY

(IUEP Sud - Kivu)

Anselme MUMBERE SISI

(UNCP Kinshasa),

Dominique KADIMAMUYA

(UNCP Kinshasa)

Photo & infographie:

Bob Van Romarique G. KATAY

Contacts:

+243 999411414 / 810427720

815215326 / 998104904

822222214 / 998108166



Grace à un programme d'éducation foncière pour les communautés rurales

LE PICAGL LANCE LA FORMATION DES FORMATEURS SUR LA TENURE ET GESTION FONCIERE DANS SA ZONE D'INTERVENTION

L'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI), a organisé une série d'ateliers de formation, sous la supervision de l'Institut International d'Agriculture Tropicale (IITA), sur la lutte contre les conflits fonciers dans les provinces du Sud-Kivu et Tanganyika, zone d'intervention du Projet Intégré de Croissance Agricole dans les Grands Lacs, PICAGL.

Le but poursuivi est de prévenir les violences, les conflits ethniques et fonciers dû au déficit d'information et à l'absence quasi-totale d'un programme d'éducation foncière pour les communautés rurales et, faciliter aux bénéficiaires l'accès à la terre mais aussi de renforcer leurs capacités à gérer les conflits liés à la terre



Image des participants de l'atelier à Kalemie

A Bukavu, d'abord une trentaine d'acteurs de développement rural dont des représentants des associations des agriculteurs, des Organisations de la Société Civile, des membres du barreau, des Universités, et des ONGs, ont pris part à cette activité, du 31 mai au 3 juin 2021.

Puis 30 avocats du barreau de Bukavu ont bénéficié de la même formation afin de contribuer à étendre ce programme dans toute la zone ciblée.

À en croire le point focal de IFPRI, le professeur David Bugeme, ce programme de renforcement des capacités vise également à doter les formateurs ainsi capacités, d'outils et informations nécessaires, pour poursuivre cette formation auprès [des associations et autres communautés rurales](#).

Cette formation s'étendra également dans les écoles secondaires afin de préparer la jeunesse aux questions relatives à la tenue foncière, une des contraintes majeures au développement du secteur agricole congolais.

Prenant parole, le représentant du coordonnateur provincial du PICAGL, Bob

KATAY a invité les participants à s'approprier et vulgariser ce programme d'éducation foncière au profit de communautés rurales afin de contribuer à réduire notamment les conflits entre éleveurs et agriculteurs dans les zones d'interventions du projet, à savoir les territoires de Kabare, Uvira, Fizi, Walungu et Kalehe.

Le ministre provincial à travers sa représentante à ses assises, a pris l'engagement de s'investir pour valoriser les terrains agricoles au Sud-Kivu afin d'attirer les investissements dans le but de répondre valablement à la sécurité alimentaire tout en créant des emplois et des revenus.

A Kalemie, au Tanganyika, cette activité s'est déroulée du 17 au 19 juin 2021 et a réuni environ 30 participants dont les juristes, les spécialistes en matières foncières, les exploitants agricoles, la Société Civile, etc.

L'atelier a été lancée par le Ministre Provincial de l'Agripel- Deru du Tanganyika, le Prof Jules LWAMBA BALIMWACHA, en présence de son collègue des affaires foncières KITENGE Fidèle et de la Coordinatrice Provin-

ciale de l'UPEP PICAGL/ Tanganyika, Brigitte KAPINGA SAUDA qui ont tous salué l'organisation de cette activité qui permettra de prévenir et de limiter tant soi peu les problèmes fonciers dans la zone d'intervention du projet.

Les participants ont été invités à adopter un comportement responsable en tenant compte des règles établies en la matière et en les respectant.

A l'issue des travaux, les participants se sont dits satisfaits des enseignements reçus de formateurs.

Pour LUHAHE LUMANA Joseph, exploitant agricole et bénéficiaire du projet œuvrant au village Wabaluba, bassin de Lwaminwa, territoire de Kalemie, « *le PICAGL devrait penser à étendre cette formation à tous les gestionnaires des terres, notamment les chefs coutumiers pour des meilleurs résultats sur terrains car ce sont eux qui assurent la gestion des terres au quotidien* ».

Au cours de ces assises, les participants ont été édifiés sur différentes matières comme la réglementation foncière en RDC.

Une initiative que saluent les formateurs formés et qui, à leur tour, vont former les éleveurs et agriculteurs, étant donné que l'accès à la terre demeure une contrainte au développement agricole.





Communication de proximité :

LE PICAGL A ECHANGE AVEC LA JEUNESSE DE BUKAVU SUR SES AVANCEES AINSI QUE LE PROGRAMME « EMPLOI POUR JEUNE »



Photo de famille entre les Ministre AMANI, Le Coordonnateur du PICAGL Sud Kivu, le Dir Pays de CIAT HarvestPlus et les jeunes

A la demande du nouveau Comité du Conseil Provincial de la Jeunesse du Sud-Kivu, le PICAGL a organisé une journée d'information à l'intention des jeunes de différentes structures œuvrant dans la province, plus précisément le Conseil Provincial de la Jeunesse, la Société Civiles, quelques étudiants en facultés d'Agronomie dans les universités membres du consortium (UCB, UOB, UEA) et autres.

Cette activité a permis au projet de se faire connaître ainsi que ses réalisations, dans l'opinion locale de la zone d'intervention et autres décideurs, pour obtenir leur adhésion aux différents objectifs du projet et leur implication dans le processus de pérennisation de ses acquis, a fait savoir Jean Damas BULUBULU, Coordonnateur provincial du PICAGL.

Les organisations de mise en œuvre du projet ont saisi de cette occasion pour partager avec les jeunes et la société civile, les principales informations sur la mise en œuvre du projet, le programme de création d'emplois pour les jeunes, les innovations apportées par le projet en termes de nouvelles variétés de semences, nouvelles techniques culturales.

Les associations des jeunes agris preneurs bénéficiaires du projet ont également expliqué aux autres jeunes présents à la séance, l'apport du projet dans leurs activités respectives depuis son arrivée dans la province du Sud-Kivu et du Tanganyika. Ils ont relevé le fait que l'Institut International d'Agriculture Tropicale, IITA, a formé à l'agribusiness 800 jeunes entrepreneurs dans les territoires de Kabare, Walungu, Fizi, Kalehe et Walungu au Sud-Kivu.

Il s'agit de jeunes qui sont impliqués dans les chaînes de valeur, Manioc, riz, hari-

cots, maïs, élevage, production, transformation et commercialisation.

Dans son mot de circonstance, le Ministre Provincial de l'Agriculture, Pêche et Elevage du Sud-Kivu Marcelin Amani BAHAYA a invité les jeunes à s'approprier le projet tout en restant son porte-parole au sein de la communauté dans le but de pousser les bénéficiaires à pérenniser ses acquis pour le développement agricole de toute la province.



Le Min. AMANI s'adressant aux jeunes participants

Pour sa part, Joëlla Sambo, présidente du Conseil Provincial de la jeunesse, a bien compris le projet et elle peut bien jouer son rôle dans l'encadrement et l'accompagnement des jeunes.

Elle a réaffirmé la détermination des jeunes d'accompagner le projet dans la sensibilisation auprès des populations bénéficiaires.



Vue des participants

Le conseil provincial de la jeunesse à travers sa présidente émet également le vœu de voir le projet connaître une rallonge afin de permettre aux populations en général et à la jeunesse en particulier, de vivre les fruits du PICAGL

«il est vrai le projet a débuté avec un retard de plus de 2 ans et c'est aussi normal que les interventions sur le terrain n'aient pas été directement visibles. Nous restons convaincus que le projet va se rattraper.

Avec la prolongation qu'on demande, on voudrait palper l'exécution des activités restantes pour que les organisations des jeunes profitent de ce projet.

Que même les étudiants du domaine agricole bénéficient directement du PICAGL...» a déclaré Joëlla Sambo.



ACCREDITATION OFFICIELLE DE 220 AGENTS COMMUNAUTAIRES DE SANTE ANIMALE AU SUD KIVU



Accréditation des ACSA dans la plaine de la Ruzizi

220 agents communautaires de santé animale ACSA ont été accrédités par l'Inspection Provinciale de Pêche et Élevage dans la province du Sud Kivu, dans le cadre de la mise en œuvre du Projet Intégré de Croissance Agricole dans les Grands Lacs, PICAGL. Ces Agents Communautaires de Santé Animale formés et équipés par le projet, sont opérationnels dans les cinq territoires couverts par le projet à savoir, Kalehe, Kabare, Walungu, Uvira et Fizi.

Cette accréditation a pour but de formaliser la situation professionnelle de ces 220 ACSA, et officialiser la fonction ACSA dans leurs milieux respectifs.

Avec le certificat d'accréditation et la carte ACSA délivrés par l'Inspection Provinciale de la Pêche et élevage, ces Agents Communautaires de santé Animale pourront désormais exercer librement et avec fierté leurs tâches dans la communauté



Il faut dire qu'une série de formations en faveur de ces ACSA a précédé cette accréditation. Il s'agit notamment de la formation sur le rôle, responsabilités et limites de l'ACSA, diagnostic élémentaires des maladies des animaux, administrations et conservation de produits vétérinaires et gestes techniques. S'en est suivi d'une dotation en matériels et produits vétérinaires comme kit de démarrage.

Rappelons que dans le cadre du PICAGL (Projet Intégré de Croissance Agricole dans les Grands Lacs) financé par la Banque Mondiale, la mise en œuvre de la chaîne de valeur de lait est assurée par Vétérinaires Sans Frontières Belgique (VSF-B).



Pour ce faire, trois axes stratégiques d'intervention ont été définis par VSF dont l'amélioration de la santé animale au profit des agro-éleveurs/éleveuses.

Cette stratégie consiste donc à mettre en

place de façon durable, un réseau de santé animale de proximité (RSAP) qui est supervisé les Cabinets Vétérinaires Privées de Proximité (CVPP). En fait, le RSAP est un réseau d'ACSA organisé autour d'un médecin vétérinaire privé qui rend des services de proximités aux éleveurs en milieu rural et celui-ci est relayer au niveau des villages par les ACSA.

Cette dynamique d'action permet à l'éleveur d'accéder aux soins de santé animale de proximité et permet également à l'éleveur de bénéficier des appuis conseils à travers les ACSA qui se trouvent dans son village.

ECHOS DU PICAGL

Toute l'information sur la mise en œuvre du projet, compte rendu, reportages, interviews, portraits, brefs et autres articles sur les activités des partenaires ainsi que des Coordinations Provinciales aussi bien dans la Province du TANGANYIKA que dans le SUD KIVU, zone d'intervention du Projet.

ALIRE ET PARTAGER



Programme de création d'emplois pour les jeunes :

20 JEUNES DE BUNYAKIRI A KALEHE VONT BENEFICIER DES FONDS DE DEMARRAGE

33 jeunes issus de différentes organisations locales de Bunyakiri en territoire de Kalehe ont présenté leurs plans d'affaires bancables et viables pour leur financement, après avoir suivi une formation en agri business, organisée par l'Institut International d'Agriculture tropicale, IITA, dans le cadre du Projet Intégré de Croissance Agricole, PICAGL, en vue de promouvoir l'entreprenariat des jeunes.



Vue des jeunes participant à la séance de présentation des plans d'affaire à Bunyakiri

Ces derniers ont bénéficié de l'accompagnement de l'IITA dans la finalisation de leurs plans d'affaire viables et bancables pour le financement et octroi de crédit par les institutions de microfinances partenaires au projet.

Ils ont défendu devant un jury composé des investisseurs, banquiers et IMF leurs projets élaborés dans la chaîne de valeur manioc, agroforesterie, élevage, pisciculture, production et transformation des cultures maraichère ainsi que l'apiculture.

Ce jury a évalué les plans d'affaires des jeunes présentés sur base de quelques critères comme le niveau d'innovation présenté et la capacité de l'entreprise à créer des emplois.

Sur 33 projets présentés par les jeunes, 20 ont retenu directement l'attention du jury et bénéficieront d'une startup (fond de démarrage) issue du projet PICAGL à hauteur de 500 à 1500 dollars.

L'étape suivante, consistera en la visite et échange d'expérience de ces jeunes avec d'autres entrepreneurs, l'octroi de fond de démarrage de ces entreprises pour les projets présentés et l'accompagnement au processus d'octroi des crédits pour les jeunes qui désirent en avoir, renseigne l'IITA.

Plus de 250 jeunes issus de 43 organisations ont suivi cette formation afin d'apporter une réponse au chômage de jeunes et accès aux crédits pour le démarrage

d'une activité génératrice de revenus.

Signalons que le programme de jeunes de l'IITA dans le cadre du PICAGL, intervient dans la promotion de la jeunesse, surtout en ce qui touche le renforcement des capacités en entreprenariat et la gestion d'une entreprise rentable et durable.

Toujours dans le cadre de la mise en œuvre du projet, IITA a capacité plus de 120 entreprises des jeunes, dont 60% dans la province du Sud-Kivu et 40% dans le Tanganyika.



VOTRE ATTENTION SVP!

La 2ème vague de Corona virus est réelle et la RDC n'est pas épargnée.

CORONAVIRUS, POUR SE PROTÉGER ET PROTÉGER LES AUTRES

- Lavez-vous très régulièrement les mains
- Toussez ou éternuez dans votre coude
- Utilisez un mouchoir à usage unique et jetez-le
- SI VOUS ÊTES MALADE Portez un masque chirurgical jetable



Vue d'un candidat présentant son plan d'affaire devant les membres du jury



Revue des activités du PICAGL au Tanganyika : le comité provincial de coordination et de suivi satisfait

Les membres du Comité Provincial de Coordination et de Suivi du Projet PICAGL (CPCS) ont sillonné les 6 bassins d'intervention du Projet dans le territoire de Kalemie au Tanganyika, du 04 au 10 juin 2021, pour palper du doigt l'état d'avancement des activités du projet dans les différentes chaînes de valeur sélectionnées.



Manioc récolté dans un champ financé par PICAGL et conditionné et prêt pour la transformation

La satisfaction était totale pour les membres de ce comité au vu de tout ce qui a été réalisé par le PICAGL dans la jeune province du Tanganyika ; on compte à l'actif du PICAGL au Tanganyika 6 centres communautaires de transformation de manioc (CCTMa) dont un déjà opérationnel au Village Tabacongo, bassin de la Rugumba, 3 CCTRiz en construction sur 6 initialement prévues et 3 mini-laiteries également en cours d'ouvrage sur les 6 prévues, mais aussi le laboratoire moderne du Service National des Semences (SENASSEM).

La délégation du CPCS s'est aussi imprégnée de la réhabilitation des axes routiers Tabacongo- Kabembe-Kalenga long de 10,4 km et Mushaba-Kingombe d'une longueur de 23,7 km par le PICAGL via son partenaire l'UNOPS.

Les champs de multiplication et de production de manioc et de riz installés avec l'accompagnement de l'Institut International d'Agriculture Tropicale (IITA) et de RIKOLTO ont également été visités comme partenaires d'exécution ainsi que quelques champs fourragers et les génisses de race Frissonne à grande production laitière octroyées par le projet aux éleveurs du territoire de Kalemie encadrés par Vétérinaires sans Frontières Belgique (VSF-B) dans le cadre de subvention à coûts partagés prônées par le PICAGL pour stimuler la création des richesses et réduire la pauvreté dans cette province.

La satisfaction était encore plus grande dans le chef de ces délégués étatiques quand ils ont visité un entrepôt de la coopérative Kambale et associés avec 11 tonnes de semences de riz récoltées et

quelques entrepôts de manioc avec plus de 30 tonnes de cossettes pour la production de la farine.

En effet, il convient de relever que le prix du manioc à Kalemie est passé de 90.000 FC à 60.000 FC depuis le début de la récolte de quelques champs installés par le projet ; et la tendance est de plus en plus à la baisse car il y a plus de 350 hectares de manioc à récolter dans le territoire de Kalemie à travers le PICAGL. La tendance à l'importation du riz en Tanzanie sera également réduite du fait de l'accroissement de la production du riz locale par les riziculteurs accompagné par le projet, ce qui contribuera à booster l'économie provinciale mais aussi à assurer l'autosuffisance alimentaire.

Au terme de la mission, les membres du CPCS ont exprimé toute leur joie et leur admiration quant à la mise en œuvre du PICAGL au Tanganyika ; ils ont formulé un plaidoyer pour l'extension de ce projet au-delà du 31 décembre 2021 qui est la date officielle de la clôture du projet afin de poursuivre avec l'élan du développement déjà amorcé.

Ils ont également émis le vœu que le PICAGL déploie également ses activités dans les autres territoires de la Province du Tanganyika à savoir Moba, Nyunzu, Kabalo, Kongolo et Manono car jusque-là le projet ne s'exécute que dans le territoire de Kalemie.

Pour rappel, l'équipe du CPCS était conduite par le Ministre provincial de l'Agriculture, Pêche, Elevage, Développement Rural et Environnement du Tanganyika, le Professeur Jules LWAMBA BALIMWACHA qui est le président

dudit comité ; le Comité Provincial de Coordination du Projet a chargé un organe de contrôle composé de 23 membres dont l'administrateur du territoire, les chefs de divisions provinciales concernées par le domaine d'action du projet ainsi que la société civile locale ; ce comité effectue chaque année 2 missions de terrain à l'issue desquelles sont formulées des recommandations pour la bonne marche du projet.

Le rendez-vous est donc pris dans 6 mois pour la prochaine mission de coordination et de suivi des activités du PICAGL au Tanganyika.



Semences de riz produit grâce au PICAGL destiné à la vente afin d'accroître la production locale

ECHOS DU PICAGL

Toute l'information sur la mise en œuvre du projet, compte rendu, reportages, interviews, portraits, brèves et Succes stories sur les activités PICAGL aussi bien dans la Province du TANGANYIKA que dans le SUD KIVU, zone d'intervention du Projet.

A LIRE ET PARTAGER